

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

<https://www.contretemps.eu/le-saut-perilleux-et-le-saut-assure-ou-comment-depasser-une-croyance-marxiste-au-sujet-des-services-non-marchands/> peut concevoir un prélevement sur une base qui n'existe pas encore et, [redaction](mailto:artous@contretemps.eu) qui doit résulter de ce prélevement. Tel est le sens du « passage à la limite » que j'ai proposé. Une fois cette aporie mise au jour, la démarche que je propose est de faire de la valeur une catégorie qui ne soit pas exclusivement liée à la dynamique de l'accumulation du capital, mais qu'elle soit une catégorie capable d'englober l'ensemble du travail abstrait socialement validé.

A. Artous me rétorque, et je le cite entièrement :

« Si quelque chose est « absurde » c'est que J.-Marie Harribey ne se rende pas compte que cet argument logique ne tient pas. Dans cet exemple, les rapports de propriété (et donc les rapports sociaux de production, même si ces derniers ne se réduisent pas à eux) ont été complètement bouleversés, donc, également, les formes de production et de validation de la richesse sociale. Et la remarque permet de préciser ce qu'il faut entendre par la référence à une analyse logique, dans ses différences avec une analyse historique, que l'on retrouvera à propos de la genèse de la monnaie. Il ne s'agit pas d'une logique de pure forme (et dans ce cas circulaire), mais d'une logique qui s'articule à une certaine logique immanente à des rapports sociaux spécifiques et à leurs contradictions. Au-delà, se joue une approche de l'objectivité du « social » (de l'objectivité des formes sociales) très bien illustrée par la problématique marxienne du fétichisme ».

Comment A. Artous ne voit-il pas que le bouleversement des rapports de propriété dont il parle fait précisément partie des arguments que je mobilise pour expliquer que la valeur (au sens de Marx !) n'a rien à voir avec la matérialité du produit ou une quelconque caractéristique du produit, mais est une fraction du travail social dont la validation est soit le fait de la vente sur le marché, soit (et je ne lâcherai pas ce point, quitte à me fâcher avec tous les marxistes renommés) le fait d'une décision politique collective ? Que le capital soit « complètement dominant dans la logique d'accumulation actuelle », comme l'écrit A. Artous, est une chose dont il me donnera acte, j'espère. Mais dire cela, 1) n'enlève pas le fait que dominant ne signifie pas exhaustif, 2) n'a strictement rien à voir avec un raisonnement logique.

Donc, l'objection d'A. Artous (« On peut très bien expliquer qu'ils [les travailleurs des services non marchands] sont improductifs du point de vue de la logique du capital et porteurs d'une forme différente de richesse économique, fondée sur des besoins sociaux validés démocratiquement, contradictoire à la logique du capital ») n'en est pas une, puisque c'est très exactement ma thèse, à ceci près que cette richesse économique est valeur et non pas seulement valeur d'usage.

Cependant, A. Artous voit très bien le problème auquel se heurte le marxisme traditionnel : celui-ci ne sait pas comment traiter la monnaie. Et l'enjeu théorique est de taille : d'un côté, le travail ayant produit les marchandises n'a créé aucune valeur si les marchandises n'accomplissent pas leur « saut périlleux » sur le marché, c'est-à-dire si le travail abstrait ne revêt pas la forme monétaire (le lecteur doit comprendre qu'on suit au plus près Marx ici), ce qui suppose que la monnaie correspondante ait été injectée au préalable ; d'un autre côté, le travail produisant les services qui ne seront jamais vendus est validé par la décision collective d'investir et d'embaucher, c'est-à-dire encore qui implique, logiquement parlant, l'injection monétaire correspondante. D'où la nécessité de l'État pour instituer la monnaie en tant qu'équivalent général. A. Artous me reproche de ne pas avoir traité la question de fond de l'État. Certes, je me contente d'intégrer l'État dans le traitement de la question monétaire, sans prétendre épuiser la discussion sur lui.

Je suis de plus en plus persuadé que ce qui bloque dans le marxisme traditionnel, c'est qu'il n'a jamais réussi à se défaire entièrement d'une vision « réelle » de l'économie, celle qu'avait l'économie politique classique. C'est ainsi, par exemple, que Jacques Bidet, avec qui j'ai discuté il y a plus de dix ans de ces questions², ne comprenait pas pourquoi je faisais appel à Keynes pour reconstruire une théorie de la valeur intégrant celle produite dans les services non marchands. Je procède à cette greffe keynéso-kaleckienne sur la théorie de la valeur parce que nous sommes dans une économie monétaire de production et non pas dans une économie de troc à la Jean-Baptiste Say ou même à la David Ricardo³. Autrement dit, la thèse selon laquelle les services non marchands sont financés (ou payés, je verrai plus loin la distinction entre ces deux notions) par un prélèvement sur quelque chose existant préalablement (en l'occurrence, la plus-value capitaliste) est, méthodologiquement, en tout point analogue à la thèse de l'épargne préalable pour financer l'investissement, elle-même consubstantielle de la loi des débouchés de Say.

Allons au fond des choses : d'où vient la monnaie servant aux avances faites pour payer des salaires et éventuellement des intérêts et des dividendes, et d'où vient celle servant à acheter les biens d'investissement net non financés par l'épargne ? Il n'y a que deux réponses possibles : ou bien cette monnaie circule déjà, et les capitalistes l'avancent, mais alors il ne peut y avoir de profit d'entreprise, c'est-à-dire d'accumulation, à l'échelle macroéconomique puisque les capitalistes ne feraient que récupérer leurs avances monétaires ; ou bien elle est créée et rend possible l'investissement macroéconomique net, conformément à la problématique de Keynes, qui rejoint celle de Marx. En outre, comme l'expliquait Kalecki, plus les travailleurs travaillent, plus la plus-value susceptible d'être prélevée sur le produit de leur travail par les capitalistes est élevée. Mais la part que ceux-ci parviennent effectivement à prélever est déterminée lorsqu'ils répartissent le pouvoir d'achat entre les travailleurs et eux-mêmes, c'est-à-dire entre les salaires et les dépenses d'investissement qui commandent la dynamique économique et donc l'accumulation du capital. En d'autres termes, au niveau global, les profits se fixent à la hauteur des dépenses d'investissement que les capitalistes réalisent. Les profits monétaires non distribués des entreprises ne peuvent être réalisés sur la base des seules ressources monétaires résultant de l'avance faite par les capitalistes. En effet, cette avance reflue vers les entreprises sous forme soit de consommation de capital, soit de consommation finale, soit d'achats de titres ; mais, pour qu'une quantité de monnaie vienne se porter acquéreur des biens d'investissement net privé (idem pour les biens d'investissement net public), il faut que cette monnaie soit injectée de manière volontariste. La création monétaire s'effectue-t-elle *ex post*, après avoir constaté l'impossibilité de boucler le circuit sans elle, l'impossibilité de réaliser l'accumulation du capital ? Non, d'un point de vue logique, elle s'effectue *ex ante*, parce que, sans elle, le processus de production capitaliste dans son ensemble ne serait pas inauguré. L'accumulation nette du capital, qui n'est autre chose que la réalisation du profit monétaire non distribué, nécessite donc absolument la présence d'une banque centrale qui ait le pouvoir d'émettre de la monnaie en plus de celle qui est endogène au système économique. Ainsi, avant même que Keynes ait pensé que l'intervention de l'État était nécessaire pour remédier à une situation de sous-emploi, Marx avait vu que l'existence d'un État était indispensable pour que les rapports sociaux capitalistes puissent s'étendre sur une échelle toujours plus grande. De ce point de vue, je crois défendre la même idée qu'A. Artous, Pierre Salama et Tran Hai Hac.

La divergence porte sur le point suivant : selon la plupart des auteurs marxistes, il faut qu'il y ait *d'abord* production et réalisation de valeur dans la sphère capitaliste pour que, *ensuite*, puisse être envisagé un prélèvement sur celle-ci destiné à faire exister des services non marchands. Cette vision diachronique est aussi intenable que celle qui fait dépendre la décision d'investir de l'existence préalable d'une épargne. La raison en est la même : elle suppose une économie « réelle » sans

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

<https://www.courtois.com/le-saut-perilleux-et-le-saut-assure-ou-comment-depasser-une-croyance-marxiste-au-sujet-des-services-non-marchands-elements-de-reponse-a-antoine-artous/> **redaction**

sur, il suffit de ne pas tout consommer, et où, pour avoir une école non marchande, il suffit de prendre un peu sur la consommation de la classe capitaliste. Et le tour est joué ? Eh bien, non, dans une économie capitaliste (Marx) qui est une économie monétaire de production (Keynes), il faut deux choses pour investir : des forces productives disponibles et une anticipation monétaire de leur mise en œuvre, mais pas de prélèvement sur quelque chose déjà existante. Pour le dire maintenant simplement, voire brutalement, 1) on n'a pas besoin de production marchande d'automobiles pour produire de l'éducation non marchande, il suffit de réunir les deux conditions précédentes ; 2) les travailleurs des services non marchands produisent le revenu qui les rémunère. Il s'ensuit que lesdits prélèvements obligatoires sont effectués, non pas sur le produit marchand, mais sur un produit total déjà augmenté du fruit de l'activité non marchande. Les salaires versés dans la sphère non marchande ne sont donc pas prélevés sur les travailleurs de la sphère capitaliste, et ce de la même façon que ces derniers produisent aussi les salaires qu'ils reçoivent (une partie de ladite valeur ajoutée), qu'il ne faut pas voir comme un prélèvement sur les consommateurs, bien que les dépenses d'achats de consommation retournent dans les entreprises. L'impôt collectif est au service non marchand ce que le paiement individuel du prix est à la marchandise, mais c'est un prix politique.

Ce qu'ont très bien compris les idéologues libéraux au service de la marchandisation de toute l'économie, c'est que les ressources humaines et matérielles que la société décide de consacrer à la sphère non marchande ne sont plus disponibles pour aller augmenter la sphère où s'accumule le capital. Ainsi, les travailleurs des services non marchands ne sont pas productifs de plus-value pour le capital mais ils sont productifs de valeurs d'usage ainsi que de valeur pour la collectivité. D'où les cris d'orfraie incessants des libéraux après les dépenses publiques, les impôts, les « charges sociales », etc., tandis qu'ils bloquent l'accès des collectivités publiques à la banque centrale et réclament la privatisation de tout ce qui échappe au capital.

En face, les successeurs de Marx oublient la précaution que celui-ci prenait en distinguant le procès de production (de travail) en général et le procès de production (de travail) capitaliste. Dans le début du Livre I du *Capital*, Marx dresse l'idéal-type (au sens de Max Weber) du capitalisme, dans lequel par définition n'est productif que le travail qui engendre de la valeur pour le capital. Mais ce modèle idéal-typique ne recouvre pas la totalité et la complexité des sociétés concrètes dominées par le capital. Il faut donc prendre au sérieux l'hypothèse, à laquelle semble adhérer A. Artous, selon laquelle la monnaie est une catégorie qui, historiquement et logiquement, est antérieure au capital. Plus personne aujourd'hui ne conteste sérieusement l'antériorité de la monnaie sur le plan historique. Mais la genèse logique de la monnaie reste encore une épine dans le pied de nombreux marxistes. J'ai fait mienne l'idée que « la monnaie est un présupposé de la marchandise », comme l'écrit A. Artous⁴. Mais il conteste le fait, ainsi que je l'ai exprimé dans mon livre, qu'il y aurait peut-être chez Marx une hésitation entre, d'un côté, une mesure des valeurs logiquement antérieure à la généralisation des échanges, et, de l'autre, une apparition de la monnaie au terme d'un processus de transformation d'une marchandise parmi d'autres en équivalent de toutes les autres. Or, si j'en juge par l'échange ayant eu lieu entre lui et Tran Hai Hac lors de la parution de leurs livres récents respectifs⁵, ce que j'appelle l'hésitation probable de Marx est au centre de la discussion entre les deux auteurs : Tran Hai Hac penchant pour l'idée que, selon Marx, « le travail en général exprime un rapport social dans quelque forme de société que ce soit »⁶. S'il en est ainsi, et je le pense aussi, alors en découle l'idée que l'abstraction du travail doit trouver sa forme spécifique dans n'importe quelle société dans laquelle il y a division sociale du travail et où les échanges continuent d'avoir lieu. C'est d'ailleurs ce que reconnaît explicitement A. Artous dans son adresse à Tran Hai Hac : pour Marx, il existera un processus d'égalisation des travaux dans une société socialiste.

Les raisons des objections que m'adresse A. Artous sur la monnaie sont doubles. D'une part, me dit-il, la monnaie n'est pas un médiateur social en soi, et Marx « souligne comment [dans les sociétés

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

~~http://www.vitalistes.net/structure/la-structure-des-liens-sociaux-ne-passe-pas-d-abord-par-l-echange-marchand-11~~
que la richesse ne se présente pas comme accumulation d'argent pour l'argent qui s'autovalorise. L'accumulation d'argent par les "classes" supérieures est d'abord un moyen de reproduire leur statut social, les hiérarchies sociales étant légitimées dans l'ordre supranaturel et/ou cosmique ». C'est exactement la thèse à laquelle je me range et j'indique dans mon livre que Marx prépare ainsi les travaux anthropologiques ultérieurs qui montreront que la monnaie existe bien dans ces sociétés mais comme autre chose qu'un outil d'échange économique.

D'autre part, j'aurais, selon A. Artous, « oublié que, chez Marx, la forme valeur est liée au procès général de marchandises ». Je ne l'oublie pas, je dis seulement que cela n'est vrai que dans le modèle le plus pur, abstrait, idéal-typique du capitalisme. Mais, à s'en tenir là, cela pourrait ressembler à une tautologie, produire de la valeur, c'est produire du capital, et réciproquement, ce qui se traduirait en termes logiques par la proposition : capital \Leftrightarrow valeur, alors que je pense qu'il faut écrire capital \Rightarrow valeur. Produire de la valeur est une condition nécessaire pour engendrer l'accumulation du capital, mais je soutiens que ce n'est pas une condition suffisante, et que, dans l'espace restant, se loge le travail productif dans la sphère monétaire non marchande. Tel est en résumé le différend qui m'oppose à la plupart des marxistes traditionnels qui, pour les uns, s'arc-boutent sur le caractère matériel du produit (par opposition à un service) pour définir le travail productif, et pour les autres dans le meilleur des cas s'en tiennent à la définition du travail productif pour le capital. Aussi, les longs développements philosophiques savants n'aident pas beaucoup à répondre à cette question simple : comment peut-on faire un prélèvement sur une base qui, à la limite, serait inférieure à celui-ci ?⁷

3. Résolution du problème : la valeur est l'expression monétaire de différents rapports sociaux qui se combinent et se concurrencent dans une société donnée

En première approximation, on peut dire comme Marx que la valeur est un rapport social puisque nous la définissons comme une fraction du travail social. Mais, dans une société donnée, plusieurs types de rapports sociaux peuvent coexister, bien que l'un d'eux domine tous les autres. Il est donc nécessaire de rendre compte de cette réalité complexe. La théorie marxiste traditionnelle énoncée depuis un siècle et demi ne le permet pas, parce qu'elle n'a pas épuisé toutes les conséquences de l'hypothèse monétaire. En particulier, elle n'a pas suffisamment distingué le financement de la production et le paiement de celle-ci. Le premier se situe en amont de la production, lors de l'anticipation des débouchés par les capitalistes et lors de l'anticipation des besoins collectifs par la société. Le second est postérieur à la production. Lorsqu'on fait cette distinction, l'affirmation que le secteur capitaliste finance les services non marchands perd toute signification, puisque le financement de la production capitaliste consiste en un pari sur les débouchés marchands, dans lequel n'entre aucune considération d'ordre collectif, et dans lequel il ne peut y avoir aucune prise en compte de ce que coûterait (si l'on veut éviter le mot « vaudrait ») le résultat d'une décision collective éventuelle prise par ailleurs. Peut-on se rabattre alors sur une proposition de second rang, qui affirmerait que le secteur capitaliste paie les services non marchands, par le biais d'un prélèvement sur le capital, en reprenant la formulation d'A. Artous ? Si l'on prend le cas de la France en 2012 où le produit net des sociétés privées est d'environ 1000 milliards d'euros, sur lesquels elles versent 750 milliards de salaires, le reste étant leur résultat d'exploitation, on ne voit pas d'où sortiraient les centaines de milliards d'euros représentant la sphère non marchande. On est donc bien dans une impasse intellectuelle totale. Pour en sortir, il faut formuler les choses radicalement autrement : les capitalistes paient des impôts et cotisations, les salariés du secteur marchand et du secteur non marchand aussi ; tous ces impôts et autres cotisations sont prélevés en aval de la production sur un produit global, je le répète, qui comprend le produit marchand et le produit non marchand.

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

<https://www.cerpes.fr/le-saut-perilleux-et-le-saut-assure-ou-comment-depasser-une-croyance-marxiste-au-sujet-des-services-non-marchands-elements-de-reponse-a>

En tant que détails, il est temps de s'arrêter un peu sur la sémantique car le poids des mots est très important. A. Artous croit pouvoir traduire ma thèse en écrivant : « les salariés du secteur public ne seraient pas payés sur la base d'un prélèvement sur la sphère marchande (productive), mais sur la base de leur propre production de services qui, via la valeur monétaire, s'intègre, en quelque sorte, à la valeur produite par le secteur marchand ». Je souligne la préposition à car son emploi par A. Artous traduit son incompréhension de ma thèse (je ne parle pas ici de son opposition à celle-ci) car j'argumente justement pour réfuter l'idée que la valeur des services non marchands est *intégrée* à la valeur de la production marchande, et pour montrer au contraire qu'elle *s'y ajoute*. Donc, même quand A. Artous croit exprimer ce que je dis, c'est sa propre croyance qui ressurgit : la valeur des marchandises inclut les services non marchands⁸. A. Artous peut croire cela, mais je pense exactement le contraire. C'est ce qui me fait dire que la vision traditionnelle fait dépendre la non-marchandise de l'existence de la marchandise, ce que dit ne pas comprendre A. Artous, alors que c'est lui-même qui intègre la première à la seconde.

A. Artous préfère dire que la valeur est « immanente » à des rapports sociaux plutôt qu'« inscrite » dans ces rapports. À ce stade, je ne vois pas la différence. A. Artous l'explique en proposant de compléter ma formulation de la conception marxienne du travail socialement validé : « il faudrait ajouter - et cela est décisif - du travail socialement validé par le marché, dans une société qui a vu se développer une production capitaliste et des rapports marchands généralisés ». D'une part, c'est exactement ce que je dis mais, d'autre part, je ne dis pas que cela : validé par le marché ou par décision politique collective. On revient toujours au même problème : la vision marxiste traditionnelle n'intègre pas le fait qu'à côté du développement des rapports marchands se sont aussi développés des rapports non marchands pendant tout le XX^e siècle. Et cette vision a tant de mal à prendre en compte cette réalité qu'A. Artous dit préférer parler de services publics plutôt que de services non marchands. Or, des services non marchands existent aussi en dehors du giron de l'État.

Je m'éloigne un instant du texte d'A. Artous pour reproduire ici la réponse à une question soulevée par Ghislain Deleplace lors de la présentation de mon livre que j'ai faite à l'Université Paris VIII⁹ : pourquoi je ne pousse pas jusqu'au bout mon raisonnement sur les services en l'appliquant aux banques qui créent la monnaie ? Ce « travail » de création de monnaie ne serait-il pas lui aussi productif de valeur ? Ma réponse est catégorique : non, parce que la monnaie n'est ni une marchandise, un bien ou un service comme les autres. Parler de sa « valeur » ne peut pas avoir le sens précédent parce qu'elle n'est pas « produite » par un travail, la monnaie est *instituée*.

On pourrait aussi remuer le couteau dans la plaie en notant combien la question des travailleurs employés par le capital commercial est habituellement traitée de manière chancelante. A. Artous écrit en se référant à Pierre Salama et Jacques Valier : « les travailleurs du commerce, bien qu'improductifs, permettent la réalisation de la valeur et *sont exploités, car ils sont payés par une fraction de la plus-value reçue par le capital commercial* pour ses prestations de service ». C'est moi qui souligne pour mettre en évidence l'incongruité de cette causalité. Je traduis : ils sont exploités *car* leurs camarades du secteur productif sont exploités ! Marx mérite mieux que cela : il avait au moins montré l'importance du concept de travailleur collectif. Et puisque A. Artous reconnaît que Poulantzas s'était trompé en n'accordant le statut de travail productif qu'à celui fabricant des biens matériels, il suffit de faire un pas de plus pour réfléchir à la coexistence d'une sphère marchande et d'une sphère non marchande, dont il est logiquement impossible de faire dépendre l'existence de l'une de celle de l'autre. En définitive, il suffit de se représenter une économie capitaliste concrète comme un circuit dans lequel les entrées des uns sont les sorties des autres et vice versa.

Le marxisme post-Marx en est resté à Adam Smith qui raisonnait sur le domestique employé par le capitaliste à son domicile et qui produisait des services qui ne permettaient pas à son maître d'accumuler du capital. Evidemment, Smith avait raison dans cet exemple. Dans *La richesses*

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

<https://www.leslivresdepoche.com/produit/9782261300000> intitulé son chapitre « Du travail productif et du travail improductif, de l'accumulation du capital ». Explicitement il définissait le travail productif au regard de l'accumulation du capital. Mais le tort de toute l'économie politique, sans parler de la mal-nommée science économique moderne, est d'en avoir conclu que le domestique ne produisait rien, à part des valeurs d'usage. Le salaire reçu par le domestique du capitaliste, qui a choisi, en l'embauchant, de se priver d'un « enrichissement » que lui aurait procuré un ouvrier de plus, est déclaré par Smith comme représentant une « subsistance consommée par le domestique [qui] ne se trouve nulle part »¹⁰. Nous sommes en présence de deux erreurs. La première est de ne pas voir que la subsistance consommée par le domestique est bien réelle et provient bien de quelque part : de lui-même si, en même temps qu'il produit le service pour son maître, il en produit une part pour lui (par exemple, la nourriture), et surtout, de la production extérieure dont il achètera une part avec son salaire. La seconde erreur, et la plus importante pour notre discussion, consiste, de la part de Smith, à oublier la distinction, qu'il a posée au départ même de sa réflexion, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le domestique produit des valeurs d'usage. Produit-il de la valeur ? Il n'en produit pas pour valoriser le capital, c'est la leçon essentielle de Smith qui a très bien vu que les ressources humaines et matérielles consacrées au service personnel du maître n'étaient plus disponibles pour engendrer du capital nouveau, mais on peut considérer que le domestique produit le revenu supplémentaire qui le rémunère. En glissant d'une définition contingente à une définition générale, le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement - ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu -, en ignorant que la *décision* de dépense supplémentaire *fait naître* l'activité qui *engendre* un produit et un revenu supplémentaires, donc une valeur socialement validée. Comment, vous avez dit Marx ? Oui. Vous dites Keynes aussi ? Oui encore¹¹.

En guise de conclusion provisoire

Le propre des échanges théoriques est de ne jamais se clore. Il en sera ici comme dans toute discussion, pour laquelle je renouvelle mes remerciements à A. Artous. Je m'en tiendrai à quelques phrases de synthèse et à trois remarques.

1) En passant de l'économie politique à sa critique, Marx fait un bond en avant en superposant trois niveaux d'analyse : la *valeur d'usage* comme condition de la *valeur* en tant que fraction du travail social, laquelle apparaît dans l'échange monétaire par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* qui est mesurée par la quantité de travail nécessaire en moyenne dans la société considérée. Son projet théorique est de trouver la *substance* sociale de la valeur qu'il situe dans le travail, déterminer la *grandeur* de la valeur qui est mesurée par le temps de travail et comprendre le passage de la valeur à sa *forme* qui se fait par le biais de la valeur d'échange monétaire. Comme l'échange de la force de travail dans les services non marchands se fixe contre salaire monétaire et que le paiement collectif du fruit de cette force de travail, via l'impôt, se fixe aussi sous forme monétaire (deux fixations qui sont certes le résultat de conventions sociales et politiques), j'en conclus que la catégorie de valeur s'applique. Et je résume cela par les implications logiques suivantes :

marché => monnaie (la réciproque n'est pas vraie),

monnaie <=> valeur (implication réciproque).

Ainsi, ce n'est pas la matérialité du produit, ni l'appropriation de sa valeur monétaire qui fait la nature productive ou non du travail, c'est sa validation sociale qui s'effectue par le marché ou par

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

Trois/Émancipé, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx.

Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'État ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant implicitement la même typologie que celle que nous proposons :

« Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital »¹⁴

Il faut donc construire une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu et qui a quelques points communs avec le musicien mozartien.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Je laisse de côté les publications dont les commentaires ont été autant empreints d'arrogance et de suffisance que d'ignorance des problèmes étudiés, notamment parce que mon livre a bousculé la bien-pensance social-démocrate façon *Alternatives économiques* et la bien-pensance écologiste intégriste façon *La Décroissance*. Voir mes réponses dans [« La richesse, la valeur et l'inestimable... pour les vacances »](#), 24 juillet 2013.
2. ↑ On trouvera [ce débat ici](#). Je m'étonne qu'A. Artous dise dans le corps de son texte que les éléments de ce débat n'apparaissent pas dans mon livre et qu'il dise le contraire dans sa note de fin de texte n° 4 (ce débat est effectivement repris dans mon livre dans les pages 370 à 375).
3. ↑ Dans le premier chapitre de mon livre, j'essaie d'expliquer pourquoi les classiques anglais (Smith et Ricardo) ont l'intuition féconde que l'économie politique est une affaire de confrontation de classes sociales, mais que, paradoxalement, ils évacuent la monnaie.
4. ↑ De son côté, Tran Hai Hac, *Relire « Le Capital », Marx, critique de l'économie politique et objet de la critique de l'économie politique*, Lausanne, Page deux, Cahiers libres, 2003, tome I, p. 106-107, le dit ainsi : « La forme monnaie s'impose aux marchandises comme condition de forme et présupposition de tout échange marchand. [...] La monnaie n'est pas un instrument commode des rapports sociaux : elle est la forme même du rapport social. »
5. ↑ Antoine Artous, *Travail et émancipation sociale. Marx et le travail*, Paris, Syllepse 2003 ; Tran Hai Hac, *Relire « Le Capital », op. cit.* Leurs échanges sont contenus respectivement pour les deux auteurs dans A. Artous, « Travail abstrait et « travail en général », « Quelques remarques sur le texte de Tran Hai Hac », et dans **Tran Hai Hac**, « *L'Introduction de 1857, « travail en général » et travail abstrait* ».
6. ↑ D'ailleurs, dans la note 39 (tome I, p. 338) du chapitre 3 de son livre, Tran Hai Hac cite Marx pour indiquer combien le renversement de la forme II en forme III pose un problème d'interprétation.

Le saut périlleux et le saut assuré, ou comment dépasser une croyance marxiste au sujet des services non marchands. Éléments de réponse à

<https://www.contretemps.eu> « L'industrie paie les services », écrit en substance Antoine Artois, [redaction](#) [« Sur la valeur et son partage »](#), *Respublica*, 26 décembre 2012. Ah bon, un quart de la valeur ajoutée paie les trois quarts de celle-ci ! Je n'ai en outre pas la place ici de critiquer la confusion entre le concept de travail productif et l'évolution de la productivité du travail. Dans une autre direction, j'ai un débat depuis de nombreuses années sur la même question avec Alain Caillé, qui d'un côté

7. ↑ me qualifie de marxiste (ce qui, sous sa plume, est un reproche) et de l'autre me dit que c'est Marx qui a raison contre moi. Or, je ne m'oppose pas à Marx et je pense même lui être fidèle en distinguant le procès de travail en général et le procès de travail capitaliste et en caractérisant la valeur comme une fraction du travail social (je pourrais ajouter validé, mais ce serait une redondance car le travail *social*, c'est justement celui qui est validé). C'est Alain Caillé qui se range selon moi, à son corps défendant, dans le rang des marxistes, mais qui sont peut-être peu marxistes.
8. ↑ Je n'en reparle pas ici, mais c'est aussi la croyance de Bernard Friot. Voir mon livre.
9. ↑ Le 18 novembre 2013.
10. ↑ A. Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, tome 1, p. 417.

Je propose dans mon livre une réexposition du modèle présenté par Marx (repris de Senior)
11. ↑ du fabricant de pianos, du pianiste et de la chanteuse « qui chante comme un oiseau ». Je reproduis dans un encadré un extrait de mon livre dans un encadré à la fin de ce texte.
12. ↑ Assuré dans le sens où on le dit d'une cordée de montagne.
13. ↑ K. Marx, *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 242.
14. ↑ K. Marx, *Matériaux pour l'économie (Théories sur la plus-value)*, 1861-1865, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 393.